

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR



**INSTITUT NATIONAL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
POPULAIRE ET DU SPORT DE DAKAR**



**Section Inspectorat de l'Éducation Populaire de la Jeunesse et
des Sports
(I.E.P.J. S)**



Monographie de fin de stage sur le thème :

**LE CHANTIER DE JEUNES COMME
INSTRUMENT DE LUTTE CONTRE LA
PAUVRETÉ AU SÉNÉGAL. L'EXEMPLE DU
CHANTIER HYDRO-AGRICOLE DE
BANDAFASSI (DÉPARTEMENT
DE KÉDOUGOU).**

Présenté par :
Omar SENE

M002-37

Pour l'obtention du Certificat
D'aptitude aux fonctions d'Inspecteur
de l'Éducation Populaire de la Jeunesse
et des sports (C.A.I.E.P.J.S)

Sous la Direction de :
Ibrahima DIA

Docteur d'Etat en Sciences de
l'Éducation à l'INSEPS de Dakar

Année académique 2001-2002

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR



**INSTITUT NATIONAL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION
POPULAIRE ET DU SPORT DE DAKAR**



**Section Inspectorat de l'Éducation Populaire de la Jeunesse et
des Sports
(I.E.P.J. S)**



Monographie de fin de stage sur le thème :

**LE CHANTIER DE JEUNES COMME
INSTRUMENT DE LUTTE CONTRE LA
PAUVRETÉ AU SÉNÉGAL. L'EXEMPLE DU
CHANTIER HYDRO-AGRICOLE DE
BANDAFASSI (DÉPARTEMENT
DE KÉDOUGOU).**

Présenté par :
Omar SENE
Pour l'obtention du Certificat
D'aptitude aux fonctions d'Inspecteur
de l'Éducation Populaire de la Jeunesse
et des sports (C.A.L.E.P.J.S)

Sous la Direction de :
Ibrahima DIA
Docteur d'Etat en Sciences de
l'Éducation à l'INSEPS de Dakar



Année académique 2001-2002

DEDICACES

☞ Je dédie ce manuscrit :

A mes chers parents qui m'ont quitté très tôt ;

A mon épouse **Marie Berthe Josette SARR** pour son soutien moral, sa participation et pour les jours passés sans moi ;

A mes enfants, **Maguette, Marianne, Mariama** en espérant que ce travail leur servira de labeur.

A tous mes frères et sœurs pour leurs encouragements

A toute la jeunesse de Fissel (département de Mbour)

Aux jeunes du Fogny, du Sine, du Baol, et de Kédougou avec qui j'ai fraternisé durant ma carrière.

A tous les volontaires des chantiers que j'ai eu à diriger

Aux sages pour leurs prières et leurs conseils qui me donnent un regain de vie permanent.

REMERCIEMENTS

Je profite de l'occasion plus que jamais pour présenter mes sincères remerciements à Monsieur **Ibrahima DIA** sans qui cette étude serait incomplète.

Je remercie toutes les personnes qui m'ont soutenu, aidé ou encouragé dans ce travail, particulièrement :

- **Ibrahima Thioye** qui a su guider mes pas et demeurer un exemple.
- **Ciré Lô** Directeur de la Jeunesse pour les conseils et encouragements.
- **Yatma Diop** préfet du département de Kédougou pour son encadrement son encadrement sans faille
- **Abdou Karim DIOP** celui qui durant les sept (7) années passées à Kédougou m'a toujours encouragé et aidé à encadrer les jeunes
- **Ndiouga SARR** CTR/MJEHP pour son soutien moral et matériel.
- **Raymond Sagna** Intendant à l'INSEPS pour son soutien matériel et financier
- Les camarades de la 9^e promotion des IEPJS, avec qui pendant 2 ans j'ai partagé peines et joies.
- **Abibatou Mbengue** et **Lamine SAMBOU** (Multi-services – DUPLITEXTE – Cantine 75 - COUD) d'avoir accepté courageusement d'abattre ce travail de frappe.
- Le Directeur de l'INSEPS de Dakar et ses collaborateurs pour la bonne organisation de mon stage de formation.
- Le Directeur des études,
- le chef de département et la responsable de la scolarité pour leurs discussions objectives et leurs conseils qui m'ont beaucoup encouragé à la recherche.
- A **Madame Marie DIALLO MBAYE** pour ses encouragements.

Mes remerciements vont à l'endroit de tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à ma formation depuis mon premier marabout en passant par mon premier instituteur jusqu'aux formateurs en cours de ce stage :

- Messieurs : **Ibrahima DIA**, **Mama SOW**, **Moussé Dior DIOP**, **Ousmane SANE**, **Wahib KANE**, **Madame Aminata DIACK**, **Ignace NGOM**, **Assane Abdou Karim DIOP**, **Garang KOULIBALI**, **Ismaïla Madior FALL**, **Omar Daouda SOGNANE**, **Fara MBODJ**, **Michel DIOUF**, **Abdoulaye DIENG**, **cheikh Abdoulaye DIAGNE**.

INTRODUCTION

Cet essai se propose d'introduire le débat sur le thème de l'épineuse problématique : le chantier de jeunes comme instrument de lutte contre la pauvreté au Sénégal.

Parler de pauvreté au Sénégal suppose que l'on soit d'accord sur une définition et une approche pour mieux la cerner. La pauvreté est l'incapacité à se nourrir, à se vêtir, se loger, à s'éduquer, à se soigner convenablement. C'est aussi un manque de chose nécessaire à la vie¹.

Dès lors, elle continue de faire l'objet d'une préoccupation centrale des pouvoirs publics compte tenu de son ampleur et de son extension.

« *La pauvreté est une violence souvent extrême qui s'exerce sur ceux qui la subissent* ». Ces propos du chef de l'Etat sénégalais tenus le 23 janvier 2002 à l'occasion de la cérémonie officielle de rentrée solennelle des cours et tribunaux montrent clairement que tous les moyens devraient être explorés pour cerner le phénomène et lui trouver des solutions viables. C'est pourquoi, une réflexion sur un possible lien entre chantier de jeunes et la lutte contre la pauvreté est de plus en plus agitée.

L'idée de chantier de jeunes qui a germé dans les années 1920 pour répondre aux besoins de construction de l'Europe éprouvée par la guerre a fait son chemin jusqu'en Afrique et garde encore toute sa jeunesse sous nos cieux.

Le chantier est un atelier à l'air libre² qui convient mieux aux jeunes considérés comme plus dynamiques, plus solides que les adultes et les vieux. Il constitue une activité qui requiert de la part de ceux qui y participent une aptitude physique, et une disponibilité qu'il est facile de retrouver chez les jeunes.

La jeunesse, affirmant de plus en plus sa place et son rôle à jouer dans le processus de développement du pays, ne pourrait-on pas considérer les chantiers comme instrument à mettre au service du développement ?

¹ Dictionnaire Quillet.

² Petit Robert 1979.

Serait-ce une illusion que de croire à l'efficacité du chantier comme instrument de lutte contre la pauvreté ? Faire participer la jeunesse à l'œuvre d'éradication de la pauvreté par l'intermédiaire des chantiers ne serait-il pas une manière de la rendre productive ?

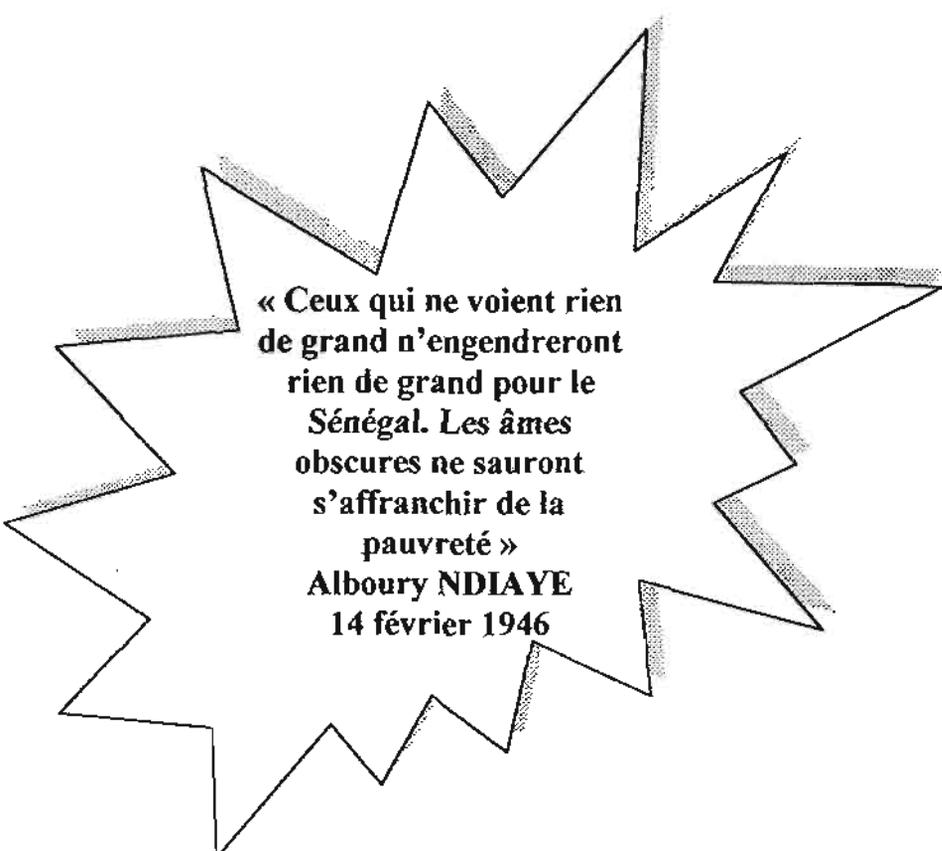
Ne faudrait-il pas promouvoir l'opération chantier de jeunes « Des Vacances Citoyennes » qui permet l'apprentissage de la citoyenneté par la prise de responsabilité dans des tâches collectives adaptées aux populations démunies et marginalisées ?

Telles sont les questions essentielles que nous soumettons à votre réflexion. Nous nous bornerons à poser les problèmes de manière à permettre à tout un chacun en fonction des expériences diverses d'apporter sa contribution à la recherche de solutions.

Il nous a paru essentiel, en abordant ce thème de prendre comme exemple le chantier hydro-agricole de Bandafassi (département de Kédougou) organisé durant la première phase du programme des « Vacances Citoyennes » édition 2000.

Pour mieux traduire notre intention, notre démarche consistera à poser la problématique de la pauvreté dans toutes ces formes et manifestations pour ensuite montrer véritablement en quoi la jeunesse constitue-t-elle la principale victime d'une part et d'autre part présenter le chantier de jeunes comme stratégie de développement et enfin proposer des solutions pour une meilleure organisation des chantiers de jeunes « Vacances citoyennes » au Sénégal.

CHAPITRE I :
PROBLEMATIQUE DE LA PAUVRETE
AU SENEGAL



**« Ceux qui ne voient rien
de grand n'engendreront
rien de grand pour le
Sénégal. Les âmes
obscurcs ne sauront
s'affranchir de la
pauvreté »**

Alboury NDIAYE

14 février 1946

La crise économique et financière à laquelle le Sénégal fait face depuis le début des années quatre vingt (80) a considérablement entamé la capacité de l'Etat à mettre en place et à faire fonctionner les secteurs sociaux. Cette situation s'est exacerbée suite au changement de parité du franc CFA en janvier 1994 qui s'est traduit par un renchérissement des coûts des services sociaux réduisant ainsi de façon considérable aussi bien les possibilités de l'Etat que celle des populations.

En effet, le Sénégal n'a pas encore réalisé l'objectif de l'éducation universelle au niveau de l'enseignement primaire : (le taux brut de scolarisation dans le primaire se situe à environ 70% tandis que le taux global est estimé à 32%) et l'analphabétisme touche plus de la moitié de la population. (QUID 2001).

L'écrasante majorité des ménages sénégalais vit sous le seuil de la pauvreté. Ce phénomène est accentué par les disparités entre villes et campagnes où plus que l'état du système éducatif, la situation sanitaire est devenue préoccupante avec des taux encore élevés de mortalité maternelle et infantile, une couverture sanitaire faible par rapport aux normes préconisées par l'organisation mondiale de la santé (OMS), aussi bien en matière d'infrastructures qu'en termes de personnel et de soins.

Le secteur d'assainissement souffre du manque notoire d'investissement aussi bien dans les zones rurales que dans les zones urbaines. A cela s'ajoute l'insuffisance du système de collecte et de conditionnement des ordures ménagères. En matière d'accès à l'eau potable, l'objectif visé par le Sénégal est d'atteindre le plus tôt possible, les normes de l'OMS établies à 35 litres par habitant et par jour. Actuellement, les populations disposent de 28 litres par habitant et par jour en moyenne nationale.

Par ailleurs, la production agricole ne couvre en moyenne que 52% des besoins alimentaires de base. L'économie sénégalaise est fondée sur l'agriculture. Elle est dangereusement dépendante de l'agriculture depuis plus d'un siècle, même si le pays a réussi à diversifier quelque peu sa production, grâce principalement au coton et au riz. Les cultures de subsistances telles que

le maïs, le mil et le sorgho sont stagnantes, voir en déclin et le Sénégal importe plus de 35% de ses besoins alimentaires.

Les investissements dans ce secteur agricole restent concentrés dans les zones où prédominent les cultures irriguées alors que la pauvreté est plus marquée dans les zones où les cultures sont pluviales.

L'insuffisance et la quantité des infrastructures routières et portuaires grèvent les coûts des transports ne favorisent pas l'intégration des marchés, sur le plan interne que régional.

Dans les réformes postérieures à la dévaluation, la pauvreté a fait l'objet d'une préoccupation centrale compte tenu de son ampleur et de son extension. Plusieurs actions ont été amorcées à travers la mise en œuvre de divers programmes sectoriels articulés autour des programmes spécifiques de lutte contre la pauvreté. En plus des programmes sectoriels sur la santé, l'éducation, les infrastructures de base etc., un plan de lutte contre la pauvreté (P.L.P.) en cours d'exécution a été formulé en 1997.

Le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (N.P.D.A.) traduit un engagement des dirigeants africains pris sur la base d'une vision commune et d'une conviction partagée qu'ils ont un devoir pressant d'éradiquer la pauvreté, de placer les économies de leurs pays, à la fois individuellement et collectivement, sur un sentier de croissance et de développement durable tout en participant activement à l'économie et à la vie politique à l'échelle de la planète.

Le programme d'action du NPDA s'appuie sur la ferme détermination des africains à compter d'abord sur les ressources propres du continent pour sortir les populations du sous-développement et de l'exclusion, en cette période de mondialisation accélérée.

Afin de relever les nouveaux défis de la mondialisation et de combler le retard pris par le continent sur les nations développées, le NPDA a retenu les objectifs globaux à concrétiser à travers : la réduction de la pauvreté de moitié d'ici 2015 par la poursuite, notamment des sujets (7) objectifs internationaux en matière de développement durable, en particulier la santé et l'éducation, le renforcement des structures de bases, la bonne gouvernance, la paix et la

prévention des conflits ; le développement de l'agriculture, le renforcement des capacités pour les nouvelles technologies de l'information et de la communication et l'accès au marché.

Les stratégies de la réduction de la pauvreté du Sénégal s'intègrent harmonieusement dans la vision du NPDA et des orientations stratégiques identifiées dans le cadre des travaux préparatoires du deuxième plan de développement économique et social du pays à adopter pour la période 2002-2007. Les principaux objectifs poursuivis par le plan de lutte contre la pauvreté (PLCP) se déclinent en axes prioritaires à savoir :

- ✓ Elever le niveau éducatif, les compétences techniques et professionnelles et les capacités d'auto promotion des groupes cibles.
- ✓ Accroître leurs capacités de génération de revenus.
- ✓ Améliorer l'accès aux Services sociaux de base et les conditions de travail des groupes cibles.

Malgré tous ces efforts déployés pour améliorer l'accès aux services sociaux de base, la structure des dépenses publiques montre que le Sénégal est encore loin des objectifs de l'initiative 20/20 à laquelle il a souscrit. Le poids de la dette constitue un handicap majeur à une allocation efficiente des ressources publiques en faveur des secteurs sociaux et conduit à la réduction des capacités de redistribution de l'Etat et au ralentissement du développement des infrastructures sociales.

Les coulisses recèlent une réalité plus noire encore. A l'instar de celle de la plupart des pays du tiers monde, l'économie du Sénégal croule sous le poids de la dette. Dans les années 70 les banques commerciales, les Etats occidentaux et des organismes internationaux comme la banque mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) encouragèrent de nombreux pays à contacter des emprunts pour le développement, mais l'octroi de ces prêts était le plus souvent lié à la production de cultures lucratives ou de minéraux destinés à l'exploitation ou encore à la vente de biens importés (comme l'armement), dont les bénéficiaires étaient les créanciers et non les récipiendaires. De très grosses sommes furent

ainsi gaspillées ou détournées par les hommes politiques, la population n'en recevant qu'une infime partie, voire rien du tout.

Pour réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015, l'Etat mettra en place de manière soutenue une politique économique et sociale permettant de relever significativement ses performances socio-économiques et de placer le pays sur un sentier de développement humain durable.

A cette fin, le Sénégal a initié en 2000, après l'adoption de son document intérimaire, un processus participatif de préparation d'une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur une croissance redistributrice et la satisfaction des besoins de bases des populations pauvres. Le consensus autour de cette stratégie met l'accent sur la nécessité d'une mobilisation des décideurs politiques, des acteurs nationaux et des partenaires au développement pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion à travers l'établissement d'un lien étroit entre la réduction de la pauvreté et le progrès économique.

1.1. Diagnostic de la pauvreté

Faire le diagnostic de la pauvreté n'est pas chose aisée, il s'agira de présenter ses caractéristiques, ses manifestations et les points de rupture, notamment les facteurs naturels ou anthropiques de la pauvreté.

1.1.1. Les définitions et la mesure de la pauvreté

La pauvreté est un phénomène multidimensionnel. Plusieurs définitions et approches existent. En particulier, l'on distingue les approches fondées sur le bien être, les besoins de base et les capacités. La mesure de l'incidence, de la profondeur et de la sévérité de la pauvreté nécessite la résolution des deux questions fondamentales que sont l'identification des individus pauvres et la construction d'indicateurs permanents sur la base des informations disponibles. Dans la pratique, deux approches sont généralement utilisées : l'une dite objective et l'autre dite subjective.

L'approche objective s'appuie sur une information quantitative résumée à travers un indicateur monétaire ou non monétaire. Une ligne de pauvreté est alors définie comme un seuil en deçà duquel le ménage (ou l'individu) est considéré comme pauvre (ESAM-I, 1994 ; QUID, 2001).

L'approche subjective est basée sur la perception par les populations de leurs conditions d'existence. Les populations interrogées s'auto désignent pauvres ou non pauvres selon les critères qui leur sont propres. A cet égard, un proverbe africain recueillis lors du processus participatif définit la pauvreté comme l'absence d'avoir, de savoir et de pouvoir. Il est, en effet, admis que la pauvreté est mauvaise conseillère, elle pousse parfois à des actions malhonnêtes. Elle résulte plus d'une privation de capacités de base que d'un simple bas niveau de revenu. Cette perception renvoie à la nature des formes d'organisation sociale et politique des communautés locales et aux stratégies sous-jacentes (EPPS-Focus Groups et EPPS, 2001).

1.1.2. Les caractéristiques de la pauvreté au Sénégal

Au fil des années des efforts soutenus pour réduire la pauvreté ont donné des résultats impressionnants. Cependant, en 1985, presque un milliard de personnes dans le monde stagnaient toujours dans un état de pauvreté extrême. Environ la moitié d'entre elles vivant en Asie du Sud et 25% en Afrique du Sud-Saharienne (Banque Mondiale 1992)

La prévalence de la pauvreté est devenue très élevée au Sénégal. En 1994, la première enquête budget – consommation (E.S.A.M.-I) a permis d'évaluer la proportion des ménages en dessous du seuil de pauvreté (fixé à 2400 calories, par équivalent adulte et par jour) à 57,9%. Sur la base d'extrapolation établie à partir du QUID (2001), l'évolution de la pauvreté des ménages se situe à environ 53,9% soit un léger recul par rapport à 1994, en raison certainement de l'accroissement du revenu par tête sur la période de 1995-2001.

Cependant, ces taux sont largement en dessous des résultats de l'EPPS (2001) ou 65% des ménages interrogés (même échantillon que le QUID) se considère comme pauvre et 23% des ménages considèrent même comme très

pauvres. Par ailleurs 64% des ménages considèrent que la pauvreté s'est aggravée au cours des cinq dernières années.

La pauvreté est localisée pour une large part dans les zones rurales et plus singulièrement dans les zones rurales du centre, du Sud et du Nord Est. L'analyse montre que la grande partie des émigrants des zones rurales viennent remplir les rangs des pauvres vivant dans les villes.

En effet, l'incidence de la pauvreté varierait en zone rurale entre 72 et 88% alors qu'en zone urbaine elle varie entre 44 et 59%.

Le niveau de l'instruction est très faible parmi les chefs de ménages pauvres. Plus de 89% des chefs de ménages n'ont aucun niveau d'instruction et seuls environ 8% ont le niveau primaire.

La prévalence de la pauvreté augmentée avec la taille du ménage. On note que la taille moyenne des ménages des 20% des plus pauvres est de plus de 10 personnes alors que parmi les 20% les plus riches elle est de 8 personnes (QUID 2001).

En terme humain, cette pauvreté se traduit par une espérance de vie de 50 ans. Entre 100 et 200 enfants sur 1000 meurent avant l'âge de 5 ans, et le taux annuel de natalité se situe aux alentours de 3%.

La population ne dispose pas d'un revenu suffisant pour acheter sa nourriture et ne peut cultiver que des céréales d'où un rapport alimentaire très bas.

On voit également que la pauvreté est étroitement liée à la malnutrition, au manque d'éducation, à la faible espérance vie au taux élevé de mortalité et au logement de qualité médiocre.

La plupart des pauvres des campagnes dépendent de l'agriculture comme moyen d'existence, surtout en tant qu'ouvriers salariés.

Les pauvres de la ville doivent pour leur part affronter le problème de surpeuplement, d'eau contaminée et de médiocres facilités d'assainissement. On constate aussi que les foyers pauvres ont tendance à être peuplés, avec plus de personnes à charge.

Ainsi les pauvres, qu'ils soient des zones rurales ou urbaines manquent d'accès aux services fondamentaux. On constate également que les conséquences perverses de la pauvreté sont subies plus par les jeunes dans les foyers des pauvres. La pauvreté en zone rurale est largement associée au manque et aux difficultés d'accès à la terre. La majorité des pauvres qui ont accès à la terre n'en n'ont pas les droits de propriétés et ne disposent pas de matériaux adéquats pour une bonne exploitation.

Egalement importante est la remarque que les pauvres manquent aussi de capital humain. Le manque d'accès aux biens physiques et au capital humain implique également de faibles niveaux de productivité et un manque de possibilité de gagner un revenu convenable.

1.1.3. Aspects et manifestations de la pauvreté

D'ordinaire, c'est dans le processus d'appauvrissement, accéléré par une crise économique persistante, que des individus, notamment parmi les plus vulnérables, sont coupés des circuits leur permettant d'accéder aux ressources productives.

Ce manque de moyens propres favorise ensuite une détérioration continue des conditions de vie, aggrave les inégalités et mène, à terme, à l'extrême pauvreté. En l'absence, d'assistance de la puissance publique et sans une solidarité communautaire soutenue, cette dynamique conduit à une rupture des liens sociaux et à l'exclusion des couches les plus défavorisées. Un tel déficit ou défaut de relations sociales, pousse certains individus aux formes de marginalisation ci-après répertoriées :

- **La violence et la délinquance :** Les personnes détenues sont pour la plupart des jeunes. Les statistiques de la justice les plus récentes indiquent un taux de criminalité de 1,8% marqué par une progression rapide des infractions et une forte présence des jeunes parmi la population carcérale.

Cette montée de la délinquance des jeunes peut être imputable au relâchement des efforts des parents dans la prise en charge de l'éducation des adolescents en perte de repères.

- **La mendicité :** Les talibés-mendiants (2- 15ans) sont estimés à environ 100.000 (DAS 2000). Ce phénomène des talibés en quête quotidienne de nourriture et d'argent pour leur propre survie que l'entretien de leur marabout et repérables aux niveaux des carrefours, des marchés, des mosquées, des banques et autres endroits publics des centres urbains, est un véritable problème social.
- **La prostitution :** Les statistiques sur la prostitution sont rares et souvent approximatives ou incomplètes. Toutefois, une enquête de prévalence des infections sexuellement transmissibles des prostituées clandestines de Dakar (Christian Lauren, IRD), réalisée en 2000 évalue l'âge médian des prostitués à 28 ans.

Presque 20% d'entre-elles n'avaient pas l'âge légal (21 ans) ; alors que le tiers était célibataire, la plupart était divorcée (49%), mariée (12%) ou veuve (6%). La prévalence de l'infection du VIH chez les prostituées est de l'ordre de 14%, alors qu'elle se situe entre 1 et 2% dans la population générale.

- **Le travail des enfants comme alternative :** le travail des enfants est défini ici comme l'exercice d'une activité économique par les jeunes de moins de 15 ans. On suppose qu'à cet âge, cette catégorie devrait être à l'école. Les données de l'enquête MICS indiquent qu'en 2000, 37,6% des enfants de 5 à 15 ans travaillaient, et 15% exerçaient une activité rémunérée. Selon cette source, 12% des enfants effectuaient plus de quatre heures de travaux domestiques par jour, c'est-à-dire, plus que la norme admise. Dans de telles conditions, l'on peut suspecter que le travail soit suffisamment contraignant et pénible pour entraîner les perturbations dans l'éducation, la santé, le développement normal et, enfin la survie de l'enfant.

La pauvreté accentue la dégradation de l'environnement. la croissance démographique élevée et les longues années de sécheresse ont fortement contribué à la fragilisation de l'environnement. En milieu rural, la faible qualité

de vie des populations continue de faire pression sur les ressources naturelles expliquant ainsi le rythme inquiétant de déforestation malgré les efforts fournis dans ce domaine.

Par contre, selon les populations (EPPS, 2001), les principaux signes de la pauvreté sont dans l'ordre :

- ✓ La difficulté de se nourrir
- ✓ Le manque de travail
- ✓ Le manque de soins
- ✓ Le manque de logement décent

Aussi, elles considèrent que les priorités de l'Etat devraient être dans l'ordre :

L'éducation et l'emploi des jeunes (20,1%) ; la réduction des prix de denrées de premières nécessités (18,9%) ; l'accès aux soins de santé de base (17,7%) ; l'éducation des enfants (11,3%).

L'émigration : L'articulation d'un contexte économique et la dégradation de l'environnement, du cadre de vie engendre une forte propension à l'émigration notamment sur la population jeune.

- Les points de rupture qui constituent les principaux facteurs de basculement dans le processus de paupérisation peuvent se présenter sous formes conjoncturelles ou structurelles particulièrement en milieu rural, comme ils peuvent relever de la responsabilité de l'homme.

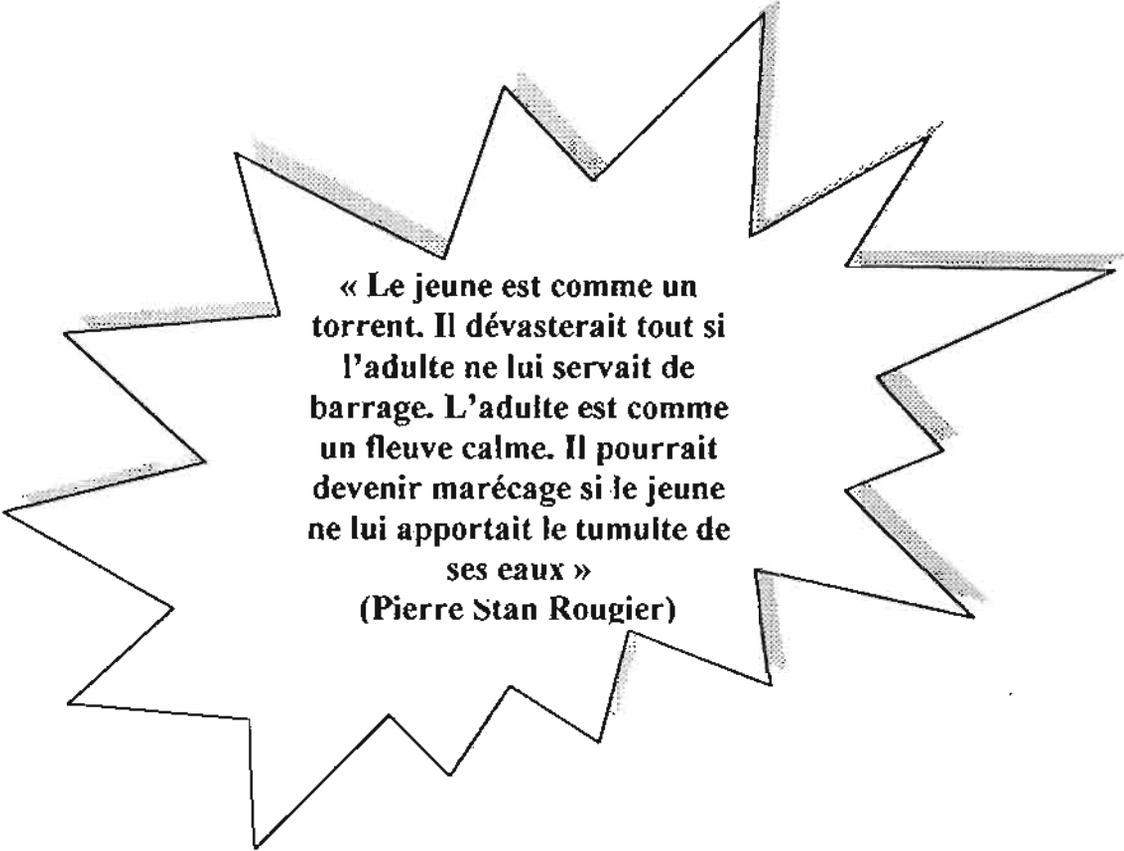
Dans plusieurs cas, le basculement observé relève des facteurs naturels tels que : les sécheresses successives dont la plus désastreuse fut celle de 1973, l'intrusion marine et son corollaire, la salinisation des terres, l'appauvrissement des terres cultivables, la faible productivité, l'obsolescence du matériel agricole et le non accès aux facteurs de production pour les femmes et les jeunes, en milieu rural ; les calamités naturelles telles que les incendies, les inondations des champs ; et la destruction des cultures par les parasites.

En milieu urbain, les principaux facteurs signalés relèvent également de l'évolution naturelle, notamment le décès, la retraite ou la perte d'emploi du

principal pourvoyeur de ressources ainsi que l'incapacité physique découlant de la vieillesse, d'accident de travail ou la suite d'une maladie handicapante.

Quant aux facteurs anthropiques, ils relèvent de la responsabilité directe ou indirecte de l'homme on peut citer : les pratiques usuraires « SUUL BUKKI-SULLI BUKKI » et le divorce, le déplacement des populations à la suite des conflits, la pression démographique, les conflits fonciers et le vol du bétail, la réduction du trafic de la Société Nationale des Chemins de Fer du Sénégal (S.N.C.F.S.) qui a supprimé beaucoup d'activités autour des gares ; la mise en place des politiques d'ajustement structurel (Nouvelles Politiques Agricoles et Industrielles) et leur corollaire et la dévaluation de 1994, dont les effets défavorables (perte de pouvoir d'achat) ont été davantage ressenti en milieu urbain.

CHAPITRE II :
LE CHANTIER DE JEUNES : UNE
STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT



**« Le jeune est comme un
torrent. Il dévasterait tout si
l'adulte ne lui servait de
barrage. L'adulte est comme
un fleuve calme. Il pourrait
devenir marécage si le jeune
ne lui apportait le tumulte de
ses eaux »**

(Pierre Stan Rougier)

2.1. Définition

La notion de chantier peut être considérée comme un concept « fourre tout » tant elle est diversifiée. Plusieurs séminaires et rencontres ont tenté des définitions qui se recoupent et se complètent. Nous retiendrons le travail sur l'organisation des chantiers de jeunes tenu à Bangui en République Centrafricaine du 21 au 24 Avril que :

«... la notion de chantier nous est présentée tantôt comme l'image d'une mystique inspirée, soutenue par un élan de générosité des pays nantis en direction des pays sous-développés. Tantôt comme une manifestation d'un vaste mouvement de solidarité humaine en faveur d'un monde plus juste, plus humain.

Quelque fois comme un acte d'amour et de dévouement qui matérialise la capacité de mobilisation désintéressée de la jeunesse pour combattre les inégalités sociales, souvent comme un carrefour de rencontre des hommes et des idées où se nouent autour du « fait économique et socioculturel des amitiés génératrices de paix et de compréhension mutuelle entre les jeunes d'une génération. Généralement les gouvernements voient dans ces chantiers un moyen de sensibiliser les jeunes avec le « fait national » et par extension normale une formation en faveur du développement¹.

Quant à la revue « Education et développement » n°100² elle définit le chantier comme « une forme de loisir, une méthode éducative originale un service concret de la société et un lieu d'expérience de la paix ». Qu'ils soient une forme de loisir, un acte de foi ou un moyen de sensibilisation et de mobilisation sociale, les chantiers sont un véritable creuset dans lequel viennent se nouer les grandes actions de l'éducation populaire (actions politique, diffusion culturelle).

Le chantier est par nature un acte politique : éveil politique des jeunes face à leur rôle dans la société. C'est aussi un moyen de mettre un milieu, un pays, une ville ou une contrée en face des ses problèmes et de l'amener à y apporter des

¹ Colloque sur l'organisation des chantiers de jeunes en Bangui en République centrafricaine.

² Education et développement n° spécial page 4.

solutions des solutions dans une action collective. Au moment où la crise et les calamités naturelles rendent de plus caduque l'économie sénégalaise fondée sur l'agriculture, l'élevage et à défaut d'une industrie fortement développée l'autosuffisance alimentaire demeure la préoccupation du gouvernement de l'alternance.

Le développement en tant que concept semble une notion difficile à cerner tant il peut être sujet à controverses. Il peut être considéré comme un processus comportant de multiples projets tendant à favoriser un mieux être, permet de mieux comprendre la raison d'être des opérations de développement. Le développement pour être global doit passer par cette véritable armée qu'est la jeunesse.

Dans ce cadre les chantiers de jeunes peuvent constituer une approche du développement et de cette façon, on pourra obtenir la participation de tous les bras valides pour améliorer les conditions de vie des populations.

La politique du gouvernement en matière d'éducation, d'animation, de loisirs et de formation a pour objectif principal de permettre à tout citoyen sénégalais de participer activement mais efficacement au développement économique, social et culturel de notre pays.

Dans la réalisation de cet objectif, le chantier de jeunes a un rôle déterminant à jouer.

Rôle d'animation, d'information, de conscientisation, d'échange d'éducation et de formation, le chantier de jeunes permet naturellement un transfert de compétences de savoir faire dans un souci de promotion de la jeunesse. Le chef de l'Etat, son excellence Maître Abdoulaye WADE disait dans son livre un destin pour l'Afrique je le cite que *«la disponibilité de la jeunesse a plus de valeur que les milliards de l'Etranger»*.

Dis-moi quelle jeunesse tu as, je te dirais quel peuple tu seras ». Fin de citation.

Dès lors on comprend aisément le choix du Président de la république, fondé sur le triptyque : Education – Formation - Emploi et qui s'inscrit dans cette

dynamique qui apporte des ressources concrètes à la demande sociale et participe à la lutte contre la pauvreté.

Il est généralement admis que la jeunesse constitue l'espoir d'une nation et donc le moteur de tout développement.

Développer une personne, un village, un quartier ou un peuple, c'est lui faire exprimer toutes les énergies, toute la vie qu'il porte en lui.

C'est lui donner maîtrise sur son propre destin, c'est aussi lui donner pleine confiance dans ses potentialités, dans sa culture et dans sa foi. Eduquer au développement, c'est ouvrir à la réciprocité, à la vie et au travail en équipe.

Le travail communautaire était effectué sous certaines formes d'entraide, de solidarité. Il relevait du volontariat qui contribuait ainsi à l'amélioration du cadre et du niveau de vie.

En améliorant le sort des populations défavorisées et marginalisées, le volontariat apparaît comme un réducteur d'inégalités et qui milite en faveur de la préservation de la paix sociale.

On retrouve à l'origine du développement du volontariat des facteurs contingents et des facteurs d'ordre structurel.

L'application des programmes d'ajustement structurel a eu pour conséquence le désengagement de l'Etat et la dévaluation qui se sont traduits par des coupes claires dans les dépenses sociales et la dégradation des services publics. Tout cela a concouru à un engagement marqué par le degré de conscientisation des populations.

La reconversion des mentalités qui est entrain de s'opérer est un terrain favorable au développement du volontariat.

Mais d'ores et déjà les chantiers de jeunes jouent un rôle non négligeable dans la lutte contre la pauvreté au Sénégal.

Le chantier est un lieu privilégié d'initiation au travail et milite pour le bénévolat et la conscientisation de la population jeune du milieu urbain aux exigences du monde rural. Il aide les peuples à subvenir à leurs besoins en main d'œuvre et reste le cadre idéal pour une meilleure participation populaire à l'effort de développement communautaire.

Ainsi, nous citerons les vacances citoyennes qui nous servent d'exemple et nous donne l'agréable occasion de réfléchir sur les améliorations à apporter à nos actions pour une meilleure utilisation du volontariat au service des couches sociales les plus défavorisées.

2.1.1. Historique des chantiers de jeunes

Au Sénégal, l'histoire des chantiers de jeunes est intimement liée à celle de l'éducation populaire.

Après la première guerre mondiale, dans un esprit de réconciliation et de rapprochement international, les premiers chantiers sont nés en Europe et en France. Après la deuxième guerre mondiale, de nouvelles associations se sont créées, rassemblant des volontaires de toutes nationalités autour des travaux concrets et d'utilité collective pour contribuer à la reconstruction du pays et pour la réconciliation européenne.

Aujourd'hui, comme la société, les chantiers ont véritablement évolué mais leurs valeurs demeurent :

- favoriser la rencontre et les échanges entre jeunes,
 - développer une solidarité internationale,
 - réaliser des projets utiles pour la collectivité,
 - concevoir le chantier dans une dimension pédagogique qui relève d'une démarche d'éducation populaire.
-
- Le chantier est un lieu privilégié de rencontres entre jeunes de toutes origines sociales et de cultures très différentes. Sans distinction d'ordre religieuse, social ou politique, ils participent volontairement et bénévolement à la réalisation d'un travail commun.
 - Le chantier amène à se découvrir et à découvrir les autres par une pratique du dialogue et de l'écoute.

- Le chantier permet l'apprentissage de la citoyenneté par la prise de responsabilité dans des tâches collectives (travail, loisirs, repas). Il donne la possibilité de découvrir des activités manuelles, des techniques et de savoir-faire que chacun peut se réapproprier dans sa vie personnelle et professionnelle, mais ce n'est pas un lieu de formation professionnelle.
- Le chantier est ouvert sur la vie d'un quartier, d'un village, d'une ville en lien avec l'environnement local. C'est le temps fort d'un projet associatif. Il permet la restauration d'un site, l'aménagement d'un cadre de vie, la revalorisation d'un lieu et sa réutilisation par ses habitants dans le cadre du développement local
- Le Sénégal a une longue expérience dans l'organisation d'activités de jeunesse par le truchement du volontariat. Déjà en 1959, les pouvoirs publics avaient mis en place des chantiers de jeunes volontaires qui étaient considérés comme des institutions laïques.
 - Ces chantiers recevaient des jeunes âgés de 14 à 25 ans pour l'expérimentation d'une nouvelle structure de formation et d'incitation chargés spécialement de créer des attitudes nouvelles et progressistes plus rentables. Les chantiers de jeunes avaient donc pour mission de maintenir les jeunes paysans, pasteurs et agriculteurs au terroir par le biais d'une éducation appropriée dans le cadre de la lutte contre l'exode rural. Il s'agissait donc de regrouper des jeunes volontaires recrutés dans des villages différents pour leur inculquer les notions d'économie et d'hygiène par une pratique conséquente des techniques culturelles nouvelles, une vie associative de type coopératif.
 - L'option était qu'après le cycle de formation, les jeunes ainsi reconvertis bénéficient à priori de l'aide des pouvoirs publics qui se chargeront de faciliter l'équipement du village auprès des organismes bancaires et compléter les structures manquantes (écoles, dispensaires, marchés, installations sportives etc.)

Malheureusement le manque d'encadrement qualifié a occasionné la démobilisation des participants.



Dès l'accession de notre pays à la souveraineté internationale en 1960, les camps de jeunesse régis par les dispositions de la loi 60 002 du 12 février 1960 prendront le relais des chantiers de jeunesse.

L'objectif était d'offrir à des jeunes âgés de 16 à 30 ans les moyens de participer par l'investissement humain à l'œuvre de construction nationale, d'intégrer ces jeunes chômeurs des villes et des campagnes dans les circuits de production.

L'expérience n'a pas été concluante du fait des déficiences de l'encadrement et l'absence de débouchés pour les bénéficiaires.

En 1962, les chantiers Ecoles furent lancés à Cambérène (Dakar) et à Noto (Thiès). Ils étaient définis sur la base d'un schéma d'une action éducative méthodique, propre à former les jeunes dans leur milieu réduits à l'action collective.

Les chantiers écoles se fixaient comme buts :

- reconvertir la jeunesse non éduquée, non formée et non employée afin de la rendre plus apte à participer au développement du pays
- offrir une formation élémentaire, civique, sociale, intellectuelle et technique.
- Les pouvoirs publics se chargeront de soutenir les travaux d'autofinancement partiel des chantiers écoles.

Les ateliers de travail avaient pour objectif la réalisation d'une œuvre d'intérêt collectif.

La vie du camp où se créent les meilleures relations entre jeunes venus de tous les coins du pays.

Malheureusement ces opérations jugées trop coûteuses connaîtront la même situation que les expériences précédentes.

En 1965, les pouvoirs publics toujours sensibles aux problèmes de développement créèrent le service civique national de la jeunesse par la loi 65-21 du 09-02-1965.

- Cette institution sera confiée au Ministère des Forces Armées qui semblait offrir les moyens logistiques adéquats et à peu de frais.

Ainsi, d'excellents résultats furent enregistrés de 1965 à 1968, six (6) chantiers organisés ont permis la mobilisation de quatre cent trente et un (431) jeunes, mais la crise de 1968 remettra en cause le service civique national.

Les sessions de découverte furent ensuite organisées pour permettre aux jeunes sénégalais de bien connaître leur pays afin de mieux l'aimer. Elles empruntent la pédagogie des chantiers-écoles avec une méthode simple. Il s'agit de faire découvrir la région choisie sur la base d'une étude systématique portant sur la géographie physique humaine, économique, historique et culturelle par les participants eux-mêmes.

Au moyen d'enquêtes sur le terrain, de conférences, de causeries, d'interviews auprès des anciens, les jeunes réalisent enfin d'opération une monographie du milieu d'accueil.

Fatick 1975 a confirmé éloquemment les bienfaits de cette méthode par l'opération test « j'aime mon pays ».

- Par la même occasion, le Sénégal grâce à l'aide apportée par l'agence de coopération culturelle (ACCT) aux pays membres du CILSS et avec la participation de la conférence des ministres de la jeunesse et des sports des pays d'expression française (CONFEJES) a enregistré des résultats satisfaisants dans le cadre de l'opération « SAHEL VERT », l'opération « SAHEL VERT » avait pour but essentiel la consolidation de la solidarité des pays organisateurs gravement menacés par la sécheresse des années 72-73-75.

Après les événements de février 1988, l'Etat sénégalais décidera de nouveau à relancer le service civique national avec comme principaux objectifs :

- cultiver chez les jeunes le sentiment national, le sens de la discipline, l'esprit civique, de solidarité, de tolérance
- donner aux jeunes sans emplois des aptitudes professionnels et un esprit d'initiatives qui leur permettent de devenir des créateurs d'emplois.
- mobiliser le potentiel immense que constitue la jeunesse pour la réalisation des travaux d'intérêt national (construction de route, d'école, réfection de bâtiments, grands travaux de l'Etat).

Cette forme d'encadrement et de formation de la jeunesse a toujours occupé une place de choix dans la plupart des politiques visant à donner à cette importante couche de la population, les armes qu'il faut pour la lutte contre la pauvreté. Ces chantiers, on se le rappelle, ont connu des fortunes diverses et leur disparition n'a pas manqué de susciter des analyses de tous ordres, tantôt positives, tantôt négatives.

Ainsi, dans la dynamique des activités du Ministère de la Jeunesse, de l'Environnement et de l'Hygiène publique, au lendemain des changements historiques intervenus dans la vie politique nationale, un vaste programme de mobilisation des jeunes autour d'activités citoyennes : programme de « vacances citoyennes » fut élaboré.

2.1.2. Présentation des « Vacances citoyennes »

✓ Contexte et justification

A l'heure actuelle, le grand défi auquel l'humanité fait face est celui de la gestion durable de l'environnement et des ressources naturelles, en tant que base et condition de toute vie.

Dans cette croisade planétaire en faveur de l'environnement, le Sénégal a décidé de s'acquitter de sa part de responsabilité en investissant dans la jeunesse en tant que cible, levier et vecteur de la nouvelle conscience environnementale et qu'il faut installer en chaque sénégalais.

En effet, la jeunesse de par sa disponibilité et ces capacités, constitue la principale ressource sur laquelle le Sénégal doit compter pour son développement.

Par ailleurs ce créneau de l'environnement et des ressources naturelles peut être investi par ces jeunes pour trouver la voie de leur insertion socio-économique.

✓ Définition du concept

Vacances citoyennes est la mobilisation des jeunes dans un vaste mouvement de solidarité à travers des actions d'intérêt communautaire. C'est un programme d'éducation par l'action visant la société tout entière même si la jeunesse en constitue la cible principale.

✓ Objectif

Il a été formalisé lors des premières vacances scolaires d'après l'alternance (hivernage 2000) dans une perspective de renforcement qualitatif des stratégies d'intégration et d'engagement de la jeunesse dans le processus de développement économique et social de la nation.

- les objectifs sont les suivants :
- développer chez les jeunes un sentiment d'appartenance à une même nation ;
- favoriser une plus grande créativité chez les jeunes ;
- favoriser une meilleure connaissance des valeurs fondatrices de la nation.
- Permettre un rapprochement entre ville et campagne ;
- Développer un brassage fécond entre les jeunes sénégalais.

✓ Résultats attendus

- Renforcement de la citoyenneté et le civisme en milieu jeune ;
- Un engagement accru de la jeunesse dans le développement économique sociale de la nation ;
- Une plus grande appropriation par la jeunesse du principe de la solidarité nationale.
- Un renforcement du partenariat entre les différentes composantes de la nation.

✓ Stratégies

Sans embrigadement ni directivité vacances citoyennes procède d'une stratégie ouverte sur le milieu physique et social articulant les vertus de la liberté, de l'altruisme, ainsi que de l'engagement volontaire et désintéressé, comme il sied en période de vacances scolaires.

✓ Réalisations

En tant que stratégie d'éducation non formelle, vacances citoyennes a été vécue à travers l'organisation de chantiers initiés par le Ministère de la Jeunesse de l'Environnement et de l'Hygiène publique d'une part, et d'autre part des activités sectorielles sous l'égide des associations de quartier comme :

- des opérations de reboisement
- des activités d'assainissement
- des activités de sensibilisation
- des travaux de réfection et de réhabilitation des infrastructures.

✓ Réalisations en 2000

Il a été organisé cinq (5) chantiers hydro-agricole regroupant 250 jeunes de 18 à 35 ans pendant une durée de trois semaines.

✓ Réalisation en 2001

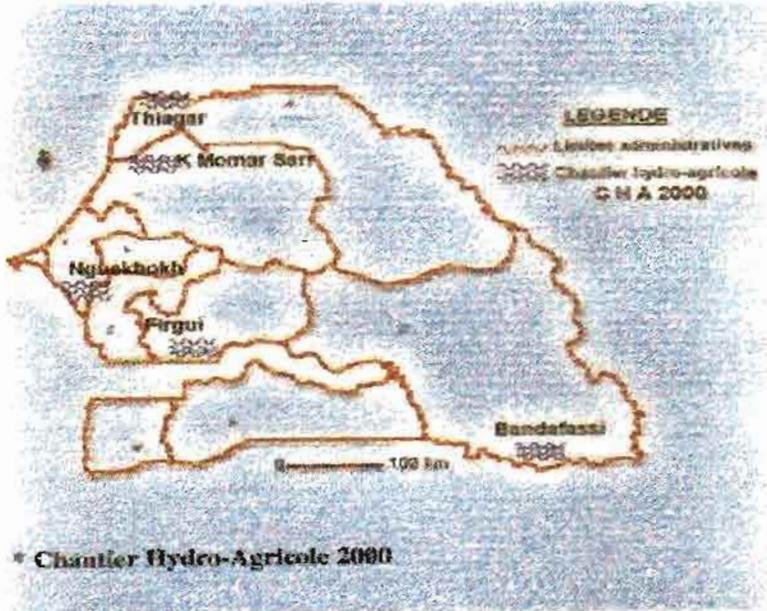
L'année 2001 a vu l'ouverture de 09 nouveaux chantiers hydro-agricoles, 05 chantiers d'identification du bétail avec la participation de près de 800 personnes.

A ce jour 140 jeunes dans 14 départements sont entrain de mettre en œuvre avec bonheur des stratégies d'insertions dans leurs propres terroirs avec des activités

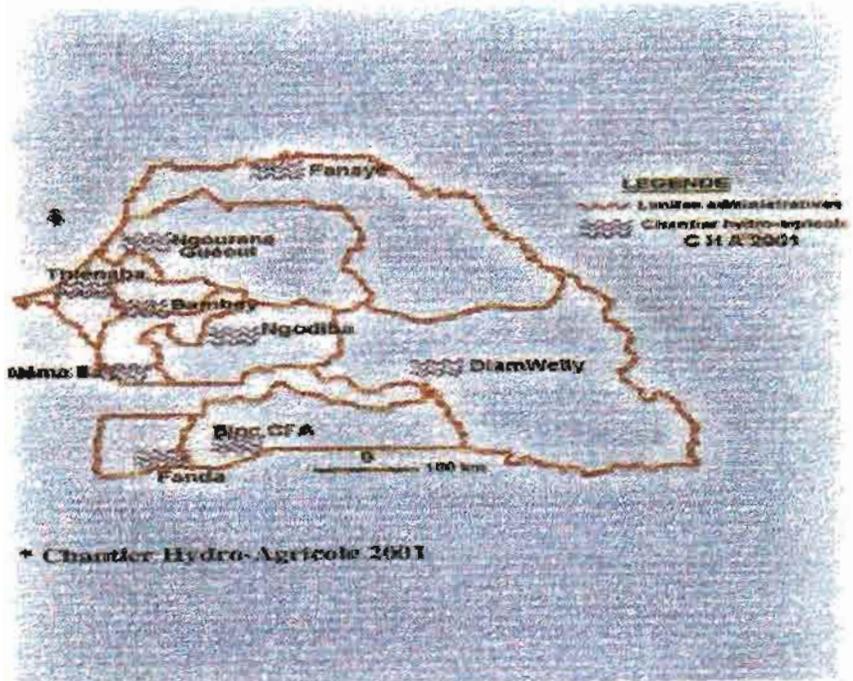
productrices : agriculture, maraîchage, arboriculture et des activités de protection de l'environnement et de reboisement.

Le ministère de la jeunesse de l'environnement et de l'Hygiène publique envisage un élargissement de cette stratégie sur 28 départements au profit de 280 jeunes, qui à terme devraient s'orienter vers « la promotion d'un entrepreneuriat agricole jeune ».

CHANTIER H.A. 2000



CHANTIER H.A. 2001



✓ Projection pour 2002

1. Projet de programme

En matière de chantier ; il est envisagé pour l'année 2002 l'organisation de :

Cinq (05) chantiers sanitaires

Trois (03) chantiers d'aménagement de réceptifs artificiels en mer

Douze (12) chantiers de reboisement

Vingt huit (28) chantiers hydro-agricole

Dix (10) chantiers d'identification du bétail

2. Budget

En effet les lignes budgétaires s'articulent autour de :

- l'alimentation
- le matériel pédagogique
- la pécule des volontaires
- les indemnités de l'encadrement
- les transport des volontaires
- le matériel hydro-agricole
- la supervision et la communication.

Le gouvernement de l'alternance a ainsi décidé d'investir dans la jeunesse qui constitue la principale ressource sur laquelle le pays peut compter pour vaincre définitivement la pauvreté.

2.1.3. Cartographie du département de Kédougou

✓ Situation géographique

- Le département de Kédougou est l'un des trois départements de la région de Tambacounda. Il est situé au Sud Est du Sénégal, à 702 km de Dakar. Il s'étend sur une superficie de 16 896 km² soit 6,6% du territoire national. Il compte quatre (4) sous-préfectures (Saraya, Salimata, Fongolimbi et Bandafassi) et 250 villages recensés en 1996.
- En 1998, 792 km de route ont été répertoriés dont 83% non revêtues. C'est un territoire vaste où les déplacements demeurent particulièrement difficiles surtout en période d'hivernage. le département est ainsi soumis à l'importants problèmes de communications du fait de la précarité des infrastructures routières (on peut mettre 2 heures pour parcourir 30 km).
- Le climat est de type soudano-sahélien avec une pluviométrie qui varie entre 1000 et 1400 mm par an.

✓ Population

Malgré sa grande superficie, le département de Kédougou connaît une densité très faible qui est seulement de 4,4 habitants par km². Il compte une population estimée en 1998 par les services de la statistiques à 75000 habitants dont 15786 vivent dans la commune de Kédougou.

Les femmes représentent 52,3% de la population contre 47,7% pour les hommes. C'est une population essentiellement jeune avec 55,9% des personnes âgées de moins de 20 ans

✓ Aspects socio-économiques

La scolarisation au niveau du département demeure très faible. Elle est seulement de 30% pour l'ensemble de la population.

Au niveau de la tranche d'âge des 20-29 ans, l'analphabétisme est estimé à 42% pour les hommes et 60% pour les femmes. C'est un département pauvre en dépit de sa bonne moyenne pluviométrique (1400 mm/an) et ses énormes potentialités en ressources agricoles, naturelles et minières (or de Sabodala). En 1998, 80% des ménages et 86% des individus vivaient en dessous du seuil de pauvreté.

Les principales activités économiques se limitent à l'agriculture, à l'élevage et à l'artisanat qui tient cependant une faible place.

✓ Aspects socio-culturels

Malgré la faiblesse relative au nombre de la population, celle-ci est caractérisée par une forte variété ethnique. Les principales ethnies sont les peuls (39,1%) et les Malinkés (29,3%). D'autres ethnies sont également présentes telles que les Sarakholés (5,5%) les Diakhankés (5%), les Dialoukés (4,5%), les Toucouleurs (4,1%) les Wolofs (3,9%), les Bambara (2,7%), les Bassaris (2,1%), les Bédicks (1,8%).

Le reste est constitué par les Sérères, les Diola et les Maures qui forment au total 3,8% de la population.

Selon les informations recueillies sur place, la quasi totalité de ces ethnies pratiquent l'excision. Il semble selon les estimations faites par les structures qui s'intéressent à cette question que plus de 80% des femmes sont excisées contre une moyenne nationale estimée à 20%.

Les mariages précoces sont également une pratique courante des ethnies de la localité. En effet, il est établi que 61,8% de la population âgées de plus de 15 ans est mariée ; au niveau des jeunes, l'âge moyen au premier mariage est de 16 ans alors qu'il est 26,6 au niveau national. Au cours des rencontres et discussions avec les jeunes leaders d'associations, les problèmes de la santé de la reproduction ont été soulevés. Il s'agit essentiellement des mariages et grossesses précoces, de la pratique de l'excision chez plus de 80% des filles, du vagabondage sexuel et de la prostitution liés à la promiscuité, à la position de Kédougou comme ville carrefour située entre les Républiques du Mali, de la Guinée et de la Gambie et par la pauvreté qui sévit dans tout le département.

2.1.4. Présentation du chantier hydro-agricole de Bandafassi

Le chantier hydro-agricole de Bandafassi a été réalisé durant la première édition des vacances citoyennes 2000.

Ce chantier a regroupé durant la période du 08 au 29 Septembre 2000, des jeunes venus des régions de Dakar, Kolda, Ziguinchor et Tambacounda âgés de 15 à 35 ans. Les 50 jeunes encadrés par 15 adultes spécialisés ont séjourné pendant 21 jours dans les locaux du Lycée Industriel, Technique et Minier Mamba GUIRASSY de Kédougou.

Dix (10) des cinquante (50) volontaires sont issus du mouvement associatif de Kédougou. Ce chantier implanté dans la communauté rurale de Bandafassi couvre une superficie de 2 ha entièrement clôturée au bord du fleuve Gambie avec la possibilité d'irrigation toute l'année.

Le terrain aménagé dans le cadre de l'appui des groupements à la base par le fonds de développement local (FDL) du PNUD était déjà clôturé et équipé en bassins, moto-pompe avec une canaïisation d'une longueur de 400 m pour un montant global de deux millions cinq cent mille (2 500 000) franc CFA, leur a été affecté par le comité local de développement aussi longtemps qu'ils le mettront en exploitation.

Le chantier hydro-agricole de Bandafassi est à quelques trois (3) kilomètres du chef lieu de département et à neuf (9) kilomètres du chef lieu de la communauté rurale de Bandafassi.

La position géographique du site facilite l'accès et donne l'occasion aux jeunes et la possibilité d'avoir une formation de qualité et un encadrement rapproché.

Le comité départemental de suivi composé du préfet du département, du directeur du CDEPS des chefs de secteurs de l'agriculture, des eaux forêts et chasse, de l'élevage, du Maire de la commune, du Président du Conseil rural de Bandafassi et des techniciens du fonds de développement local (FDL/PNUD) rend visite régulièrement les volontaires sur le site.

Il n'existe pas de coloration politique ; ni dans le choix des jeunes bénéficiaires, ni dans l'exécution du chantier hydro-agricole de Bandafassi.

✓ Réalisations techniques

Le chantier hydro-agricole a débuté en septembre 2000 avec cinquante (50) jeunes regroupés pendant vingt et un (21) jours.

Les activités de production ont bénéficié de l'appui du Fonds de développement local (FDL/PNUD) programme de lutte contre la pauvreté qui a entièrement pris en charge les frais d'aménagement du site (terrassment, nivellement).

L'équipement du périmètre en bassins de rétention d'eau avec un réseau d'adduction de 400 m, la pose d'une clôture en grillage, une motopompe et accessoires, tandis que le ministère de la Jeunesse de l'Environnement et de l'Hygiène Publique, fournissait les semences, les engrais et produits phytosanitaires, le matériel agricole et de traitement. Le Directeur du CDEPS appuyait régulièrement le chantier en carburant pour le fonctionnement de la motopompe. Les réalisations couvrent actuellement après 20 mois d'exécution de ce chantier, deux (02) hectares en superficie répartie comme suit :

0,25 ha pastèque

0,25 ha tomate

0,25 ha gombo

0,25 ha oignon

Sur le plan financier, le chantier a obtenu un financement de 5.000.000 F CFA du Fonds National de Promotion de la Jeunesse.

✓ Autres réalisations

En dehors des activités dites de chantiers.

Les jeunes ont participé activement à la campagne de reboisement. Deux (2) bois villageois ont été réalisés dans les villages de Thiabidji et Boundoucondy (arrondissement de Bandafassi) et de Vélingara (Arrondissement de Fongolimbi).

- Des opérations de nettoyage des dépôts d'ordures, de curage des caniveaux ont été menées dans la Commune de Kédougou.
- Dans le cadre de la promotion de la démocratie des séances de mobilisation sociale pour une inscription massive sur les listes électorales ont été menées par les jeunes.

✓ Acquis

- Les entrevues informelles effectuées et les réunions de suivi ont permis de faire les constats suivants :
- Les jeunes ne se sentent plus marginalisés et oubliés.

Ils savent qu'ils ont des devoirs et des obligations de résultats au lieu de passer tout leur temps à critiquer.

Ils reconnaissent qu'ils ont eu la chance d'être retenus et subventionnés parmi tant de demandeurs.

Ils savent qu'ils peuvent offrir ou créer des emplois s'ils travaillent sérieusement.

Ils veulent servir d'exemple aux autres jeunes pour contribuer à la lutte contre la pauvreté, à l'allègement des travaux et à l'autosuffisance alimentaire.

Les investigations menées permettent de retenir que les parents et les autorités ont une profonde fierté sur le comportement des jeunes volontaires qui se livrent à des activités très saines.

✓ Problèmes rencontrés et contraintes

▪ Problèmes décelés par le comité de suivi

Le comité de suivi sous la conduite du préfet du département après une visite de terrain en compagnie des autorités municipales et des services techniques départementaux a fait les observations suivantes :

- La période des vacances citoyennes devait se situer de juillet à octobre et non en septembre.

Le chantier devait démarrer en Août avec l'implication de tous les services techniques.

Les mesures d'accompagnement (budget de suivi) et la formation des jeunes en techniques agricoles et en gestion devaient aider à mieux organiser le chantier.

- Les jeunes ont de sérieuses difficultés d'accès aux crédits (FDL) gérés par l'ACEP

On note également :

- Le manque de carburant
- L'absence de gardien pour lutter contre les déprédateurs (singes)
- Le manque de fonds de roulement qui pouvait faciliter la constitution d'un GIE, l'ouverture d'un compte bancaire et surtout la construction de magasins pour le stockage du matériel et le logement du gardien.

▪ Problèmes décelés par les volontaires

- Les volontaires ont fait à l'unanimité les remarques suivantes :
- Démarrage tardif du chantier car dans le département de Kédougou (1400 mm de pluie par an) le mois de septembre est la période des grandes pluies et des premières récoltes pour certaines variétés culturales.
- L'encadrement pédagogique était assuré par un directeur de collectivité éducative inexpérimenté dans le domaine des chantiers. Les moniteurs avaient le même comportement que les volontaires. Certains étaient des encadreurs encadrés par les volontaires.

Le matériel n'était pas adapté au sol ferrallitique de Kédougou. Il n'y avait pas de budget de suivi (fonds de roulement).

Les volontaires étaient mal équipés en bottes, gants, moustiquaires. Le paludisme a enfin de séjour bloquer le rythme du groupe à cause des nombreux malades enregistrés.

✓ Informations sur les volontaires

- Les dix (10) jeunes volontaires du chantier sont tous de la commune de Kédougou, des villages de Bandafassi et de Fadiga. Il existe une grande affinité entre eux ce qui du reste a permis une bonne dynamique du groupe. Le niveau d'instruction assez élevé (CM² – 3^{ème} secondaire) a facilité l'exécution des tâches durant les différentes phases du chantier.
- Il faut par ailleurs signaler que sur les dix (10) volontaires six (06) ont obtenu leurs diplômes de moniteurs de collectivités éducatives sept (07) d'entre eux ont subi une formation d'éducateur aux droits humains et à la paix grâce à l'appui du centre africain d'éducation aux droits humains (CAEDHU) dont le siège est à Dakar.

✓ Visions-attentes des volontaires et partenaires sur le chantier

- Le chantier offre plusieurs opportunités parmi lesquelles on peut noter :
- L'insertion des jeunes dans la vie productive
- Contribuer à la politique d'autosuffisance alimentaire
- Lutte contre l'exode rural
- Promotion des collectivités éducatives par l'encadrement des enfants de la commune par les moniteurs.
- Soutien matériel et financier à l'équipe fanion la gazelle de Kédougou.

Les autorités et chefs de services techniques locaux, les responsables des collectivités locales, du fonds de développement local (FDL), parents et encadreurs sont très sensibles à la réussite du chantier.

Le chantier constitue un cadre idéal de formation des jeunes dans les métiers d'agriculture.

- Un moyen de lutte contre la délinquance juvénile, la drogue et l'alcool, le tabagisme, les infections sexuellement transmissibles, le Sida, les mutilations génitales faites aux femmes, les troubles dues à la carence en iode (TDCI), la

promotion de la santé reproductrice, l'éducation aux droits humains et à la paix.

Ces jeunes qui ne fréquentent pas les lieux de ventes de boissons alcoolisées locales (Bánji)¹ constituent désormais une frange respectable et respectée.

Les opportunités de réussites socio-économiques sont réelles et les volontaires peuvent effectivement contribuer au développement de la localité.

Il faut noter que la seule contrainte majeure de réussite du chantier est le manque de fonds et les défauts de gardiennage des lieux.

✓ Perspectives (extension et consolidation)

Il faut saluer l'initiative des autorités locales qui ont bien voulu mettre à la disposition des jeunes ce site bien aménagé et équipé sur Fonds propres de la Mairie de Kédougou grâce à l'appui du programme de lutte contre la pauvreté (PNUD/FDL).

- Dans le cadre de l'exécution du programme de lutte contre la pauvreté, la municipalité se fixe comme objectif de créer au niveau du site un centre de formation des organisations de bases (groupements de promotion féminine, associations et foyers de jeunes).

La formation pourrait se faire dans les domaines de la Pisciculture, de l'élevage, des techniques de maraîchage et d'arboriculture sous forme de sessions et de séminaires sur les lieux.

- Les jeunes et les femmes bénéficiaires de cette formation devraient avoir des facilités de crédits du FDL/PNUD/ACEP pour la réalisation d'activités génératrices de revenus.

¹ Bánji : Vin local de rônier fabriqué par l'ethnie Bassari.

✓ Implication des collectivités locales et question foncière

Au niveau du chantier hydro-agricole de Kédougou aucun problème foncier n'a été enregistré. En effet le site était déjà préparé par le comité départemental de pilotage des vacances citoyennes en collaboration avec les collectivités locales du département de Kédougou.

Après la tenue des réunions préparatoires des vacances citoyennes, les collectivités ont affecté l'ensemble des parcelles retenues dans le cadre du reboisement.

- L'implication des organisations de bases (groupement de promotion féminine, associations sportives et culturelles, foyers des jeunes) a facilité la plantation de 35 ha dans le département.
- Les conseils ruraux de Bandafassi et de Dimboli (Arrondissement de Fongolinbi) ont apporté leur concours dans la réalisation des bois villageois de Thiarmalel et Boundoucondi (Arrondissement de Bandafassi) et de Dimboli et Vélingara (arrondissement de Fongolimbi).

L'assistance technique était renforcée par les services des eaux et forêts, de l'agriculture, du CDEPS, de l'hydraulique et du fonds de développement local de Kédougou.

CHAPITRE III :
PREPARATION ET PLANIFICATION
DES FUTURS CHANTIERS DE JEUNES



**« Pour rendre les hommes
frères faites leur construire
une tour ensemble ».**

Saint-Exupéry

Dans ce chapitre non moins important que les autres, nous nous contenterons d'abord de faire l'analyse critique de l'opération chantier « Vacances Citoyennes ». Ensuite, nous nous efforcerons de donner notre modeste contribution pour une meilleure préparation des futures chantiers au Sénégal.

3.1.1. Analyse critique de l'opération chantiers « vacances citoyennes »

L'opération vise à mettre en œuvre ce qui fait l'exception juvénile dans le combat pour le développement économique et social de la nation.

Elle peut être considérée comme une période de mobilisation collective et individuelle des citoyens sénégalais en général et des jeunes en particulier pendant les vacances scolaires pour une éducation à la citoyenneté et par la réalisation d'activités communautaires.

En effet, il ressort du séjour dans les différents chantiers de jeunes des éléments qu'il serait juste de faire part aux militants et acteurs du développement pour la promotion du Volontariat dans notre pays.

L'opération aura permis à ces jeunes venus d'horizons divers de vivre en communauté, de participer à une œuvre de développement, de découvrir certaines réalités socioculturelles.

Le nombre de participants dénoté un trop plein, c'est-à-dire un effectif excédent par rapport aux matelas, aux moustiquaires et aux locaux compte tenu des difficultés d'entretien et de désinfection.

Certains participants n'étaient pas bien préparé à la vie en chantier.

Sur le plan pédagogique, la structuration des groupes pour la bonne marche du travail a favorisé la connaissance des uns et des autres et a surtout contribué au bon déroulement des activités.

Mais si l'autodiscipline a permis à certains participants de cultiver le sens de la responsabilité pour d'autres, elle n'a pas été que trop mal interprétée pour ne verser que dans l'anarchie.

L'animation aussi bien culturelle que sportive a permis aux populations de la localité de mieux cerner le but de l'opération, aux jeunes et aux enfants de

s'adonner à des activités socio-éducatives. Elle a en outre offert des facilités d'échanges entre population et volontaires.

Dans tout acte de l'être humain, on remarque toujours des éléments positifs, des points qui peuvent être mis à l'actif du négatif. Cependant, si certains sont inacceptables, d'autres ne le sont pas.

Telle la non implication des encadreurs à l'élaboration de l'opération qui n'a été d'une part que regrettable dans la mesure où ceux-ci auraient donné leur point de vue sur l'organisation des chantiers et d'autre part cela aurait aussi évité beaucoup de difficultés notamment sur le plan de l'installation, de l'achat du matériel, de la gestion budgétaire et du suivi sanitaire.

Il faut noter l'insuffisance ou le manque d'information au niveau de la population d'accueil et de certains volontaires qui ont posé de nombreux problèmes, comme leur comportement dans le groupe, leur permission d'absence, le respect de l'horaire et du sommeil des autres.

Les critères de recrutement doivent être strictement observés, comme on a déjà constaté des participants qui étaient malades, d'autres avaient des attitudes déplorables en collectivités éducatives.

Le retard enregistré dans la mise en place du matériel pédagogique, éducatif, de couchage, des médicaments a freiné le bon déroulement des activités au niveau des centres d'hébergement (Ecoles) qu'au niveau des ateliers (reboisement, tatouage, etc.)

Les moyens de transport étaient aussi très insuffisants. L'indisponibilité de véhicule de liaison constituait un blocage dans l'exécution des tâches et ne permet pas de faire face à certains cas d'urgences (évacuation sanitaire, achat de denrées pour l'alimentation).

Ce qu'il y a à souhaiter (malheureusement cela n'est pas toujours respecté), c'est qu'il y ait à la fin de chaque chantier une concertation entre volontaires et organisateurs afin de faire l'évaluation de l'opération.

Quelles que soient les difficultés éprouvées, l'opération est très bénéfique aussi bien pour les populations que pour les participants (volontaires) qui

retourment dans leur famille respective avec des pécules leur permettant de faire face à certains besoins.

- Le ministère devra veiller au respect des textes juridiques réglementant les collectivités éducatives (décret 72.1049 du 13 septembre 1972) en mettant l'accent sur les points suivants :
- Le dépôt du dossier d'ouverture dans les meilleurs délais auprès des autorités administratives compétentes.
- La possession du dossier sanitaire de l'ensemble des participants
- Le choix d'un site pouvant répondre aux conditions d'installation, d'hygiène et de sécurité.
- La préparation et la sensibilisation des volontaires et surtout des personnes influentes de la localité d'accueil.
- La formation des encadreurs et des techniciens dans les domaines de la maçonnerie, de la menuiserie, de la foresterie, du tatouage, de la vaccination du bétail et du maraîchage etc.
- La mise en place de supports pédagogiques dans le domaine de l'audiovisuel à savoir :

Appareil de projection de films, caméra, appareils de photographie.

- L'équipement des chantiers en groupe électrogène et en matériel informatique.
- L'équipement des chantiers en tentes
- La responsabilisation entière des directeurs de chantiers dans l'organisation globale de vie collective et surtout dans la gestion financière.

3.1.2. Recommandations

L'opération chantier de jeunes « Vacances citoyennes » devra faire l'objet d'une véritable plaidoirie auprès des autorités locales, des services techniques des localités ciblées.

De ce point de vue, les médias, surtout la presse écrite et orale à un rôle éminent important à jouer. Rôle d'information de sensibilisation et de conscientisation citoyenne, la presse peut mettre le citoyen en mesure de comprendre et de contrôler de l'action gouvernementale.

L'opération en ce qu'elle constitue une révolution positive dans la dynamique des activités de jeunesse pendant les vacances scolaires est d'une pertinence telle qu'elle doit être maintenue.

Cependant le contenu et les modalités de son exécution doivent être sereinement maîtrisée pour en garantir le succès.

Donc dès la première semaine du mois de février de chaque année un comité national de pilotage chargé de préparer et d'organiser les « vacances citoyennes » doit être mis en place, ainsi que les comités régionaux, départementaux et locaux.

La composition de ces comités sera laissée à l'appréciation des cadres du département de la jeunesse.

Ainsi, avant le démarrage au mois de juillet au plus tard, beaucoup de questions liées à la préparation au choix des encadreurs, au choix des localités à cibler, à l'élaboration des budgets, à l'implication des contrats et des partenaires, la participation des collectivités locales, au plan de la communication et au suivi pourraient être aplanies avant le démarrage effectif.

La présentation de quelques actions collectives à des moments historiques de la société sénégalaise nous montre que les chantiers ont évolué. Les objectifs qui ont présidé à leur institutionnalisation ont eux aussi évolué.

Aujourd'hui le contexte dans lequel les premiers chantiers de jeunes ont vu le jour vers les années 1920, c'est-à-dire après la première guerre mondiale n'offre plus les mêmes motivations et les mêmes engagements. Si en France, les chantiers étaient un loisir, une manière de passer des vacances agréables, au Sénégal, ils

participent à la lutte contre le sous-développement, la malnutrition, la désertification et la sauvegarde du patrimoine culturel.

D'un côté, l'attrait des vacances et le caractère de découverte poussent les jeunes vers les chantiers, et de l'autre les nécessités économiques et les calamités naturelles les mobilisent autour des chantiers de travail.

Dans le Sénégal des profondeurs, il est fréquent d'entendre les paysans déplorer le fait qu'aujourd'hui, ce ne sont que les vieillards que l'on voit dans les champs, bravant les rigueurs la chaleur, les vents, la pluie et celles de la terre pendant que les jeunes avec toute leur force et leur vigueur, rivalisent d'ardeur sur les terrains de football. Boutade ne pouvait être plus douloureuse et émouvante. La généralisation des chantiers hydro-agricoles, pastorales, et de reboisement dans un cadre organisé et méthodique, est une voie qui mérite d'être exploitée pour inverser la tendance actuelle à dominante sportive, dans les activités de vacances gangrenées par le chauvinisme, la violence et la mercantilisme.

Cela semble possible car l'expérience des chantiers « vacances citoyennes » a laissé des traces encourageantes dans les annales de l'histoire de la jeunesse sénégalaise. Le sentiment de faire désormais parti de la nation et de pouvoir être utile senti chez les volontaires est une réalité qu'il ne faut pas décevoir.

Il existe une réelle possibilité d'insertion et les jeunes comptent bien la saisir.

Les chantiers hydro-agricoles, pastorales et de reboisement ont contribué à assainir l'environnement de cette jeunesse qui s'est subitement sentie respectable et respectée.

Ces jeunes sont aussi un modèle à copier.

- Eviter de faire des promesses aux jeunes et ne pas les respecter
- Implication des services étatiques qui ont des fonctions régaliennes comme l'encadrement conseil. Ces services sont en mesure de présenter toutes les potentialités locales sur la base desquelles les chantiers doivent être établis.

- Procéder l'exécution des chantiers pour des sessions formations techniques et en gestion (en mi-juillet au plutard).
- Calquer la période des vacances citoyennes sur les probabilités de pluie et non en fin d'hivernage.
- Faire suivre les mesures d'accompagnement comme le fonds de roulement.
- Mettre à la disposition des encadreurs le dossier sanitaire des volontaires.
- L'implication des directeurs de chantiers dans l'élaboration des budgets.
- La tenue de réunions préparatoires avec les jeunes pour compléter les informations sur l'organisation de l'opération
- La confection de dépliants d'information sur la vie du camp
- Mettre à la disposition de chaque volontaire un trousseau qui pouvait comprendre :
 - Un (1) sac à dos
 - Un (1) moustiquaire
 - Une (1) paire de botte
 - Une (1) paire de gants
 - Une (1) casquette
 - Une (1) tenue de travail
 - Une (1) gourde

En fin de l'opération donner la motivation (pécules) et assurer un suivi médical d'au moins un (1) mois à chaque volontaire. Le matériel de chantier (pelles, brouettes, râtaux) doit être mis à la disposition des jeunes et non sous la garde des services techniques du département de la jeunesse.

Faciliter aux volontaires résidents l'accès au financement et du Fonds National d'insertion jeunesse.

3.1.3. Aspects pédagogiques

La complexité du phénomène et son expansion lors des dernières éditions vacances citoyennes mérite une pause sur la pédagogie d'organisation.

La pédagogie des chantiers repose sur les méthodes d'éducation active appliquées à la vie de groupe : « le jeune doit agir pour comprendre ».

Autrement dit l'agent le plus important de sa propre éducation est le jeune.

Il ne s'agit point de dressage, mais de s'appuyer sur le dynamisme joyeux des jeunes qui ont la personnalité de faire ce qu'ils aiment.

- il faut lui offrir un espace de liberté et de créativité
- il faut lui permettre de vivre et d'évoluer harmonieusement dans la petite société (le groupe)

Il faut développer le désir naturel d'être utile à quelque chose.

Sous ce rapport, il est aisé de s'apercevoir ici, que l'unité de base est le groupe dans lequel la discipline est librement consentie, les responsabilités confiées aux uns et aux autres, pendant les activités ou au cours des discussions libres, à l'occasion des réunions de conseils ou la démocratie est harmonieusement vécue. Les rapports entre encadreurs et jeunes ne sont pas du même type que ceux tissés entre ces dernières et leurs maîtres ou leurs parents.

- La famille donne une éducation globale
- L'école donne un enseignement
- Le chantier prépare à la vie en société.

L'encadreur qui est en contact permanent avec le jeune n'est donc pas le gendarme qui sait tout mais plutôt le guide, le conseiller, le régulateur qui, par son action efficace est discrète est un véritable facilitateur pour son intervention dans la société en miniature qu'est le chantier, où il doit mettre en valeur certaines qualités humaines inhérentes à la vie.

Son autorité sera menacée : tantôt il est au-dessus des jeunes, tantôt parmi eux, tantôt au-dessus d'eux.

Il ne s'agit point de laxisme ou de fuite en avant. Loin s'en faut !

Il est simplement question de développer un style propre à une forme d'auto éducation dont la volonté se reflétera dans toutes les activités de la journée qu'il

s'agisse de jeux de plein air ou de société, de chants ou des danses, de l'expression artistique de la veillé ou des activités communautaires.

- Le réveil, la toilette, la sieste, la détente, l'entretien du cadre de vie, le coucher, si banals qu'ils puissent paraître sont des centres d'intérêt pédagogique à part entière et, en tant que tels, doivent être pour l'encadreur des occasions de cultiver chez le jeune, le don de soi, la prise de conscience de l'intérêt général.

L'encadrement doit avoir une participation effective des populations d'accueil en institutionnalisant l'approche participative.

En fin des rapports des comités techniques de pilotage, de l'encadrement pédagogique devront faire ressortir le déroulement de l'opération, les difficultés rencontrées, les pièces justificatives des subventions reçus et les suggestions et recommandations pour une meilleure organisation de la prochaine opération.

CONCLUSION

Il ressort de cet essai que le Sénégal est aujourd'hui parmi les pays les plus pauvres du monde.

Son appauvrissement historique provient des effets cumulatifs de 300 ans d'esclavage, de 100 ans de colonisation et, depuis l'indépendance, de la domination économique qui se traduit par l'exploitation de ses ressources et du travail de ses populations par des prix en perpétuelle tendance historique en baisse.

Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, les chantiers de jeunes peuvent constituer une approche concrète du développement.

- Les chantiers de jeunes nouvelle formule sur lesquels on fonde de légitimes espoirs sont à encourager dans la mesure où de par les résultats concrets, ils ont réussi à fixer dans leur terroir les jeunes que les effets néfastes de la pauvreté condamnaient à quitter leur milieu d'origine vers les cités urbaines.

Ainsi, on aperçoit que l'impact psychologique a été réellement atteint. En résolvant les problèmes de ces jeunes, on résout par la même occasion celui de leurs parents et des populations d'où ils sont issus par le billet de surcroît d'une occupation saine et rémunératrice.

Les pouvoirs publics doivent se départir de l'idée que l'on se fait de lui, qu'il n'est là que pour maîtriser la jeunesse, la calmer, la divertir, mais que le ministère s'occupe de l'encadrement, de la formation et de l'épanouissement de la jeunesse.

En tournant le dos au recrutement des jeunes urbains pour s'orienter vers le milieu rural, l'opération chantier « vacances citoyens a vu juste et a pris le vrai

chemin du développement intégral qui passe par les couches les plus vulnérables implantées dans les zones défavorisées.

Les pouvoirs publics doivent désormais tourner le dos aux déclarations d'intention et faire face aux épineux problèmes dans nos collectivités éducatives. Cela requiert un courage moral qui implique qu'on doit oser réviser les textes hérités de la colonisation qui ne répondent pas à nos besoins réels et à notre situation de peuple en voie de développement.

Oser innover dans la manière de gérer et de conduire les chantiers de jeunes par la création d'un comité national de pilotage, chargé de la gestion des opérations chantiers permettant la participation de qualité de tous les bras valides du pays pour une nette amélioration des conditions de vie des populations.

- De faire une politique rationnelle de formation des cadres compte tenu des besoins quantifiés à court, moyen et long terme.
- De voir les vrais pionniers encadrer ces opérations, veillant au respect des textes et de la pédagogie.
- De doter les services descentralisés du ministère de la jeunesse, d'équipements socio-éducatifs nécessaires pour lui permettre de jouer leur rôle d'animation, de logistiques favorisant une véritable promotion des collectivités éducatives.
- Ce qui importe, ce sont les aspirations des jeunes, les vraies conditions de leur épanouissement et de leur préparation morale à leur responsabilité d'aujourd'hui et de demain.

Ainsi, chaque cadre, chaque encadreur, chaque volontaire doit se sentir concerné par le développement de notre pays axé sur l'éducation et la formation.

Donc, les pouvoirs publics doivent pendre très vite cette initiative, ils détiennent l'autorité, c'est à eux qu'il revient d'intervenir.

Cette innovation, j'en suis persuadé, prise par les pouvoirs publics au lendemain de véritables assises sur les chantiers de jeunes ou tous les acteurs (moniteurs, directeurs, œuvres organisatrices, éducateurs sociaux, enseignants) donneront leur contribution sur ce véritable instrument de développement économique, social et culturel qu'il convient de soutenir et de démocratiser.

BIBLIOGRAPHIE

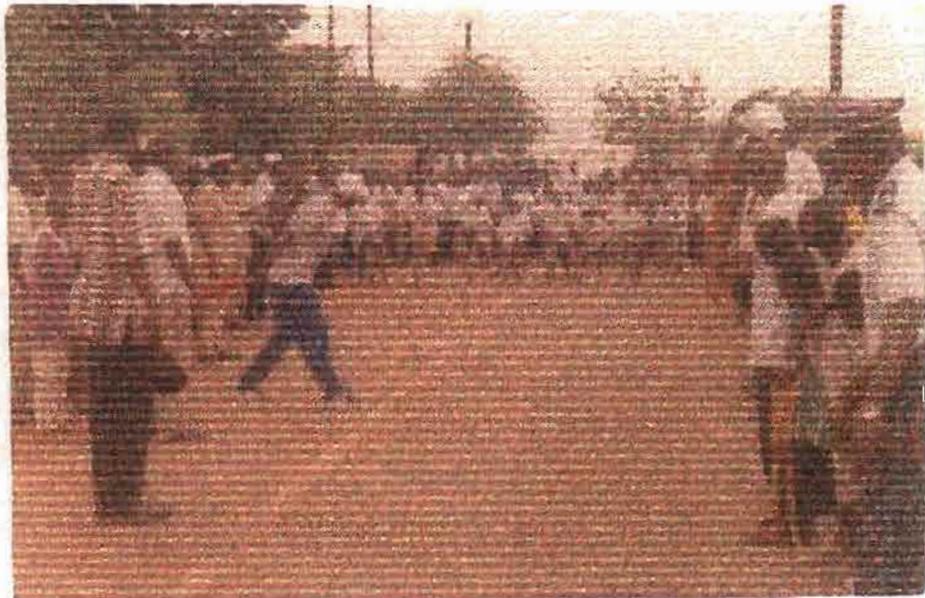
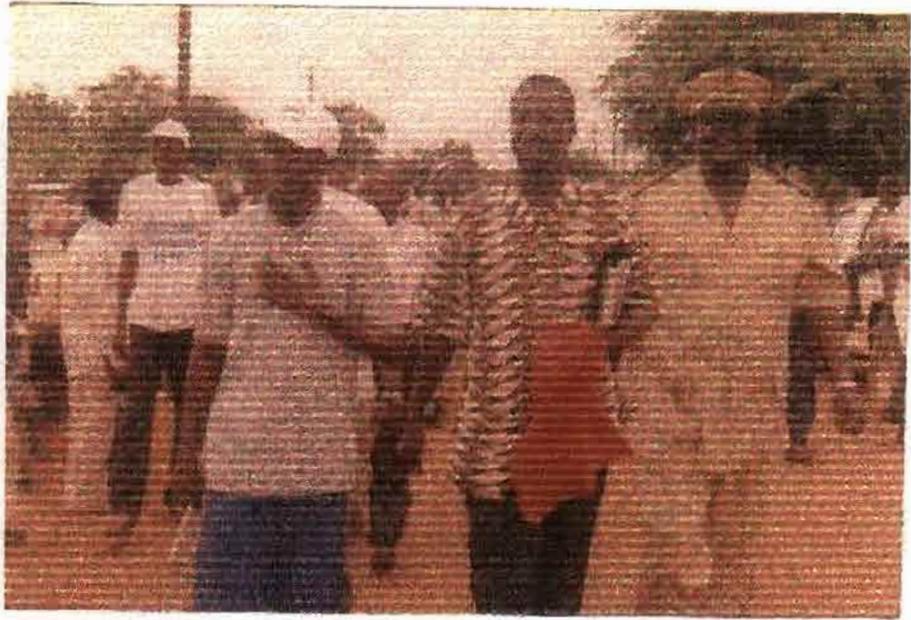
- Colloque sur l'organisation des chantiers de jeunes, Bangui, République Centrafricaine du 21 au 24 Avril 1976.
- Revue Education développement, N°100, numéro spécial
- Sahel Vert. AGE COP liaison n°38, octobre 1977
- Les chantiers de jeunes en Lorraine 2001 République Française
- Rapport final Vacances citoyennes pastorales chantier d'identification du bétail octobre 2001.

BIBLIOGRAPHIE SPECIFIQUE A LA PAUVRETE

- Document de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) Déc. 2001
- Cours sur « Politiques de ressources publiques pour réduire la pauvreté » Dakar, Centre d'enseignement à distance, 27 Novembre 2001- 19 février 2002.
- Données statistiques et d'enquête (enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM – 1994/1995) et (Enquête sur les priorités (ESP – 1991/1992).
- Rapport programme Nations Unies (1998)
- Bilan du plan d'action décennal de la jeunesse, diagnostic de la politique nationale de jeunesse du Sénégal, Février 2000.
- Atelier de formation-action et d'analyse de la situation de l'enfant et de la femme (Saly/Sénégal du 09 au 14 Juillet 2000)
- Etude sur les stratégies de mise en place des plates formes nationales de concertation de la jeunesse (Moussé Dioh DIOP)
- Etude documentaire sur la situation des jeunes et des adolescents au Sénégal
- Source : Eclaireur et éclaireuse du Sénégal (E.E.D.S.)
- Programme décennal de la jeunesse et de la formation (PDEF) premier draft – Mars 1999.
- Source DJVA.

- Sources Fonds de développement local (FDL) Kédougou
- Document introductif préparatoire pour le 4^{ème} forum mondial de la jeunesse Avril 2001.
- Document de présentation de l'initiative d'appui au développement local UNICEF/Gouvernement du Sénégal (service civique national) non daté.

ILLUSTRATIONS



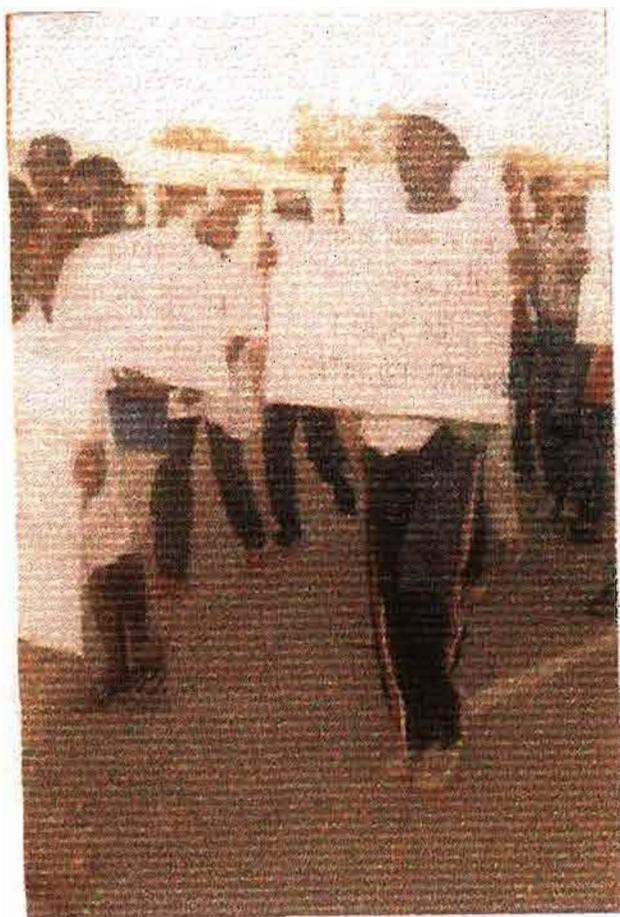
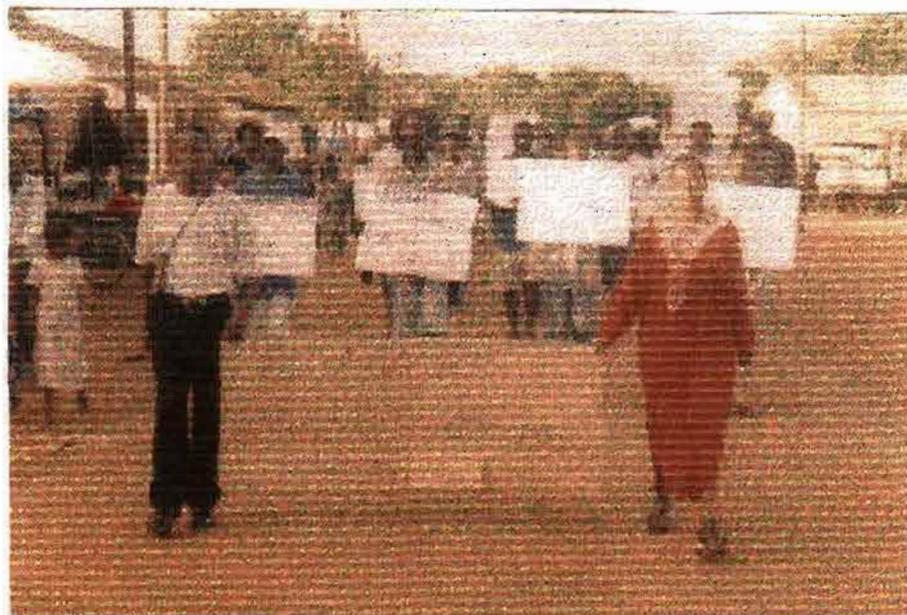
**Le Ministre de la Jeunesse de l'Environnement et de L'Hygiène Publique, Modou
DIAGNE Fada accompagné du Préfet et du Directeur du CDEPS de Kédougou
donne le départ d'une course de vélo (Vacances citoyennes 2000).**

Le Ministre et le Maire de la Commune participent à une opération de nettoyage des ordures.



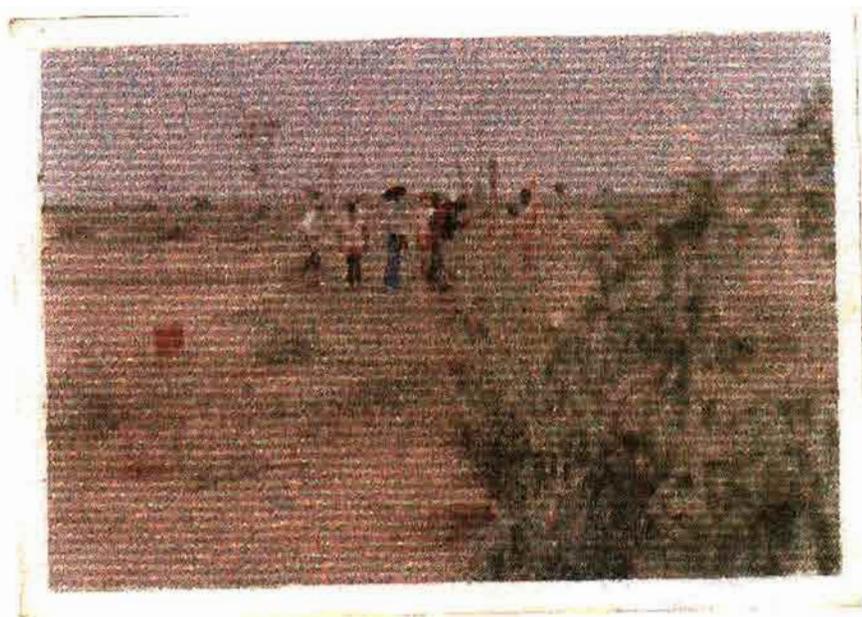
Visite de la pépinière de Kédougou par les autorités

Marche citoyenne de mobilisation sociale pour une inscription massive sur les listes électorales organisées par les volontaires du chantier hydro-agricole de Kédougou



A travers les artères de la ville.

**Des jeunes volontaires s'activent pour la mise en place de clôtures autour des
périmètres reboisés**



Chantier de Loul-sessène 1991 à Fatick

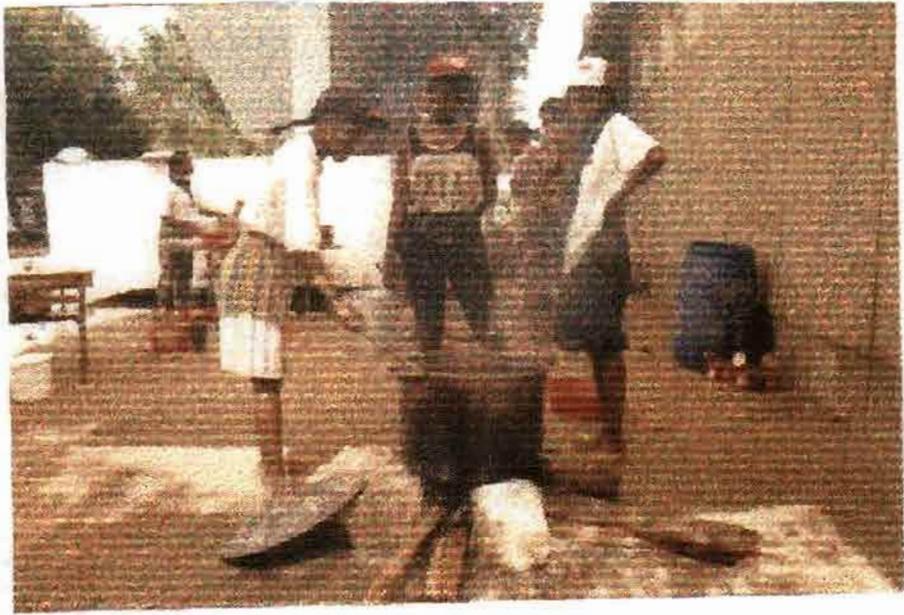
Les jeunes se mobilisent pour aider les personnes âgées aux travaux champêtres



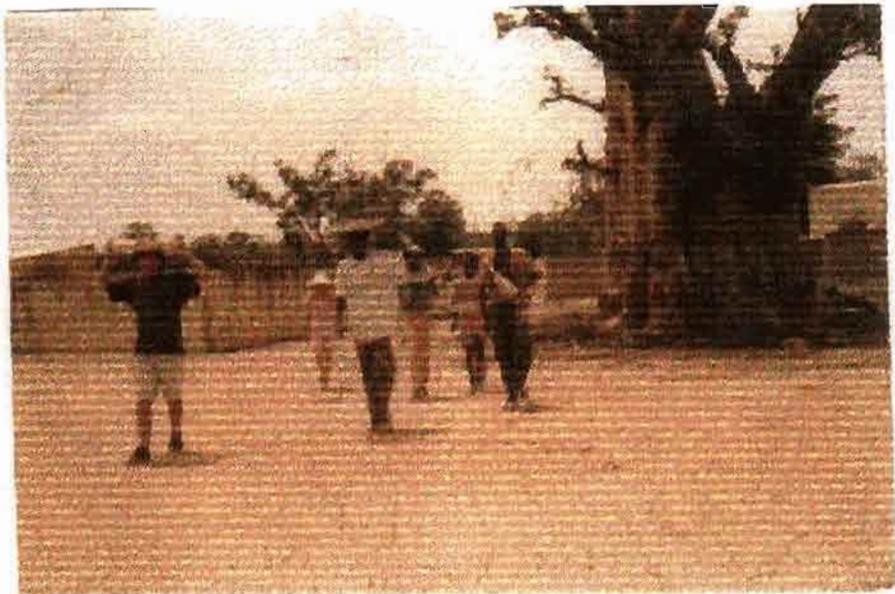
Chantier jeunesse sans frontière à Dindéfelo (Kédougou 1999)



Opération de reboisement chantier de A.J.E.D./Faoye (Fatick 1990)



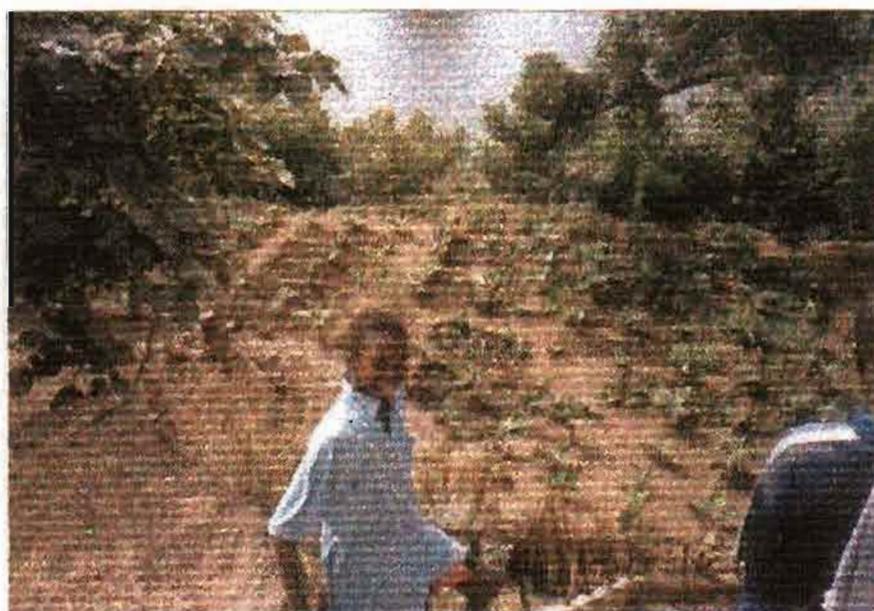
Service repas organisé par les volontaires



**L'emplacement du chantier hydro-agricole de Kédougou (au bord du fleuve
Gambie)**



Arboriculture



Maraîchage

Les jeunes se mobilisent pour la protection de l'environnement

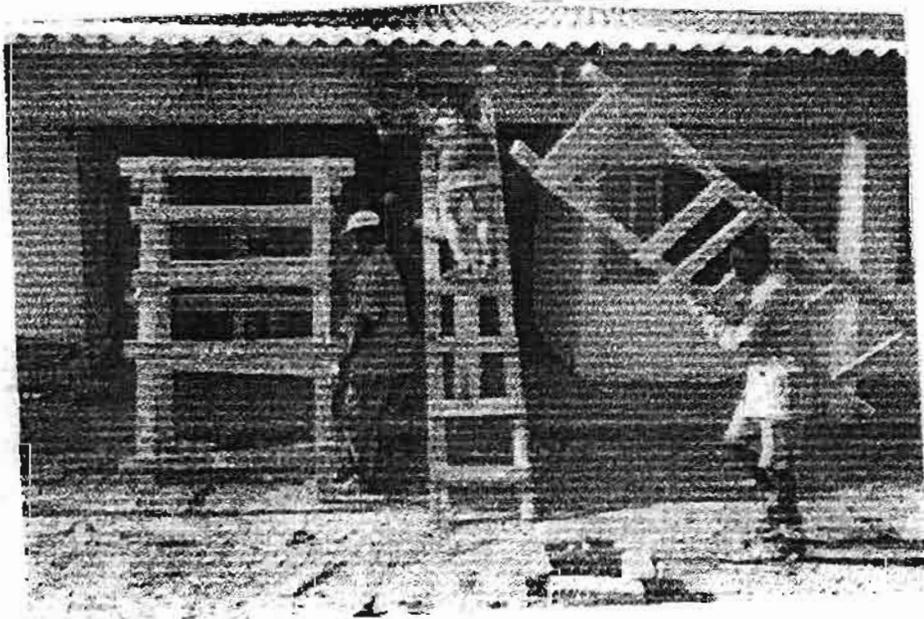


Plantation d'arbres



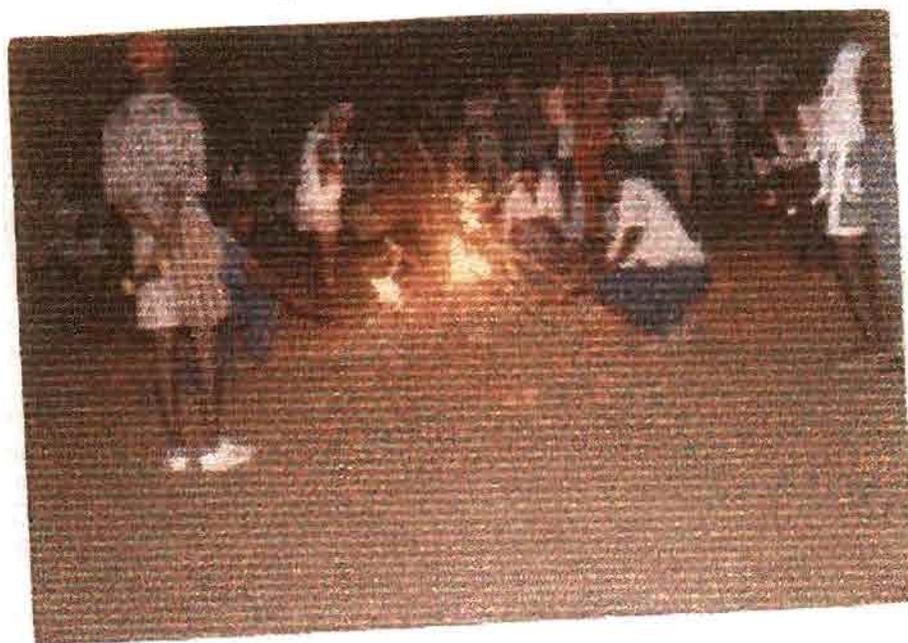
Curage de caniveaux

Les jeunes se mobilisent pour la construction et l'équipement de salle de classe



Chantier de jeunes Sitoukène-Casamance 1989

Les jeunes lient l'utile à l'agréable



Animation veillée : feu de camp

